





## RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

Plateau-Central Août 2021

#### Résumé

Chiffres clés

80
Victimes

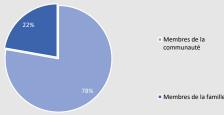
9
Incidents
Catégorie des victimes

1
Hommes
26
Femmes
5
Filles

Statut des victimes



# Présumés auteurs



La région du Plateau central à l'image des autres régions du pays, accueille les PDI avec 17 786 PDI selon les chiffres du CONASUR à la date du 31 Aout 2021. Sur le plan sécuritaire, cette région se caractérise par sa stabilité. Ce qui favorise le fonctionnement de la quasi-totalité des services de base et un nombre faible d'incidents.

A ce titre, 9 incidents ont été enregistrés ce mois d'août dans les communes de Nagréongo avec 34 victimes (31 PDI et 3 personnes hôtes) et Zorgho où 46 enfants tous de sexe masculin ont été interceptés en partance pour des sites d'orpaillage par la Gendarmerie.

La majeure partie des PDI dans le Plateau central proviennent des régions du Centre-nord, du Nord, de l'Est et du Sahel qui sont confrontées aux actions des Groupes armés non identifiés (GANE). A cet effet, **25 PDI** nouvellement arrivées en provenance des communes de Kelbo dans la province du Soum (Sahel) et Kongoussi dans la province du Bam (Centre-Nord) ont été identifiées. Ces dernières ont été orientées vers les services de l'Action humanitaire de la province d'Oubritenga pour leur profilage. Également, **70 PDI** signalés, auraient effectuées des mouvements vers les sites d'orpaillage à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Dans le Plateau central, aucune zone à risque d'insécurité n'a été identifiée sauf quelques difficultés d'accès liée aux aléas climatiques occasionnées par des pluies diluviennes qui ne permettent pas l'accès à certaines localités.

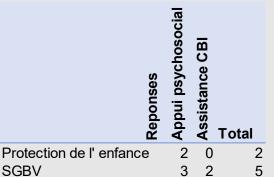
Il faut noter qu'au cours de ce mois, des rencontres ont eu lieu, respectivement avec le service en charge de l'action humanitaire et deux acteurs humanitaires dans la province du Ganzourgou à savoir l'ONG TDH et CREDO. L'objectif de ces rencontres est de créer un cadre de concertation des ONG et Associations pour une meilleure coordination des actions. Ces rencontres ont permis d'aborder la question d'utilisation des centres communautaires réalisés en 2020 sur financement du HCR par d'autres acteurs au profit des communautés. Également, INTERSOS a pris part à la cérémonie de passation et d'installation de la directrice régionale en charge de l'action humanitaire du Plateau central.

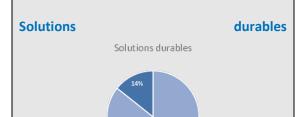
En ce qui concerne les conditions de vie des PDI, de façon générale dans le Plateau central, il faut retenir que la période d'août accentue leur déficit alimentaire (car c'est la période de soudure au Burkina avec beaucoup de pluie). Les besoins d'abris, d'accès à l'eau potable, à la santé deviennent criards.

Malheureusement, la réponse apportée par INTERSOS et les services de l'action humanitaire demeure insuffisante au regard des besoins identifiés.

Les données désagrégées par zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe

#### Réponses ou actions d'orientations





2

7

Rester dans votre localité actuel
 Retour dans votrezone d'origine

#### **Besoins prioritaires**

Total

Bésoins prioritaires des communautés



■ Dapelogo ■ Mogtedo ■ Nagreongo ■ Ourgou-Manega ■ Ziniare ■ Zitenga ■ Zoungou

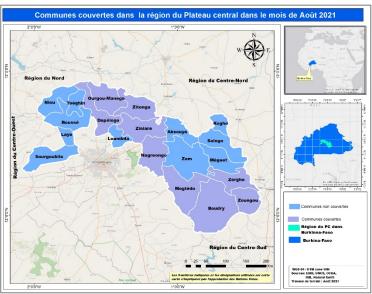
Tous ces facteurs de vulnérabilité pourraient expliquer la fréquentation des sites d'orpaillages par les PDI, en particulier les enfants.

Afin de réduire les risques de protection, il serait important que des acteurs œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire, des abris, du Wash et de la protection de l'enfance mènent des actions de réponses urgentes en faveur des populations déplacées et des populations d'accueil.

#### I. ZONES COUVERTE DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

Au total, ce sont 10 communes qui ont été couvertes, il s'agit de la :

- <u>Province du Ganzourgou</u>: communes de Boudry, Mogtédo, Zoungou, Zorgho
- <u>Province du Kourwéogo</u> : commune de Niou (à distance)
- <u>Province d'Oubritenga</u>: communes de Dapélogo, Nagréongo,
   Ourgou-Manega, Ziniaré et Zitenga.

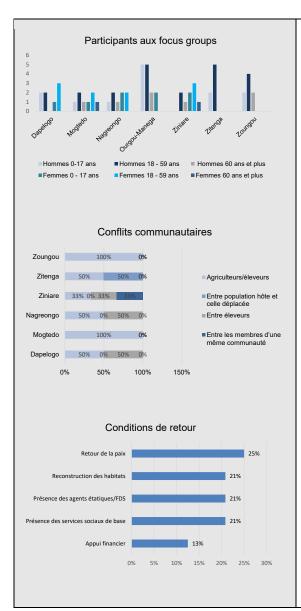


Dans le cadre du projet P21, **62 questionnaires ont** été administrés pour la collecte de données du monitoring régional.

La région du Plateau Central connait une stabilité sécuritaire; Les services étatiques dont les services sociaux de base, et décentralisés fonctionnent normalement Cependant, les services de l'action humanitaire en charge du profilage des PDI n'arrivent pas à faire l'enregistrement continu des PDI. Pour preuve, dans le village de Loyargo (commune d'Ourgou-Manega), plus de 400 PDI qui n'ont pas encore reçu de visite, ni fait l'objet d'enregistrement de la part des services sociaux de la commune ou de la direction provinciale de l'action sociale depuis leur arrivée, il y a 05 mois.

La présence des FDS dans les différentes provinces rassure les populations hôtes et les PDI sur le plan sécuritaire. Des contrôles réguliers sur les différents axes garantissent la libre circulation des personnes et des biens dans toutes les communes de la région.

II- PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE - COMITES DE PROTECTION



Dans le cadre des activités de protection, les points focaux et membres des comités de protection ont participé avec l'équipe de Intersos à la réalisation des activités de protection

**VBG**: les points focaux des centres communautaires ont facilité 22 causeries éducatives, 30 entretiens psychosociaux, 03 animations psychosociales (1 match de football, séance de jeux de société, séance d'apprentissage de décoration), 08 focus groupes discussion.

**Monitoring de protection** : sur les 9 incidents enregistrés, les points focaux et les membres des comités de protection ont relayé des informations relatives à **03 incidents** de protection.

**PBS**: 03 PBS (personnes à besoin spécifiques) ont reçu la visite des équipes de protection avec l'appui des points focaux. Ces visites entraient dans le cadre du suivi post assistance et d'identification des risques et besoins potentiels de protection.

Mouvement de population : 25 nouveaux PDI arrivés au plateau central ont été identifiés.

Comité mixte de prévention et gestion des conflits : les points focaux ont contribué à la mobilisation des communautés lors de la mise en place de 02 comités mixtes de prévention et de gestion de conflits et 02 autres comités féminins de paix dans le Ganzourgou.

Pour une meilleure protection basée sur la communauté, il s'avère nécessaire de renforcer les capacités de ces acteurs communautaires qui sont d'un soutien majeur dans la mise en œuvre des activités.

#### III- PROTECTION DE L'ENFANCE

Même si le plateau central reste une région avec un faible niveau d'incidents de protection, il n'en demeure pas moins des cas de violations de droit touchant les enfants. En effet, **61 cas de violation des droits** des enfants ont été signalés au cours de ce mois d'août. Il s'agit de :

- 03 filles ayant subi des cas de déni de ressource et de service (02 filles à Nagréongo (Oubritenga) et
   01 à Sapaga (Ganzourgou)). L'accès à l'école leur aurait été refusé parce qu'elles présenteraient des séquelles d'une intervention chirurgicale.
- **12 cas d'enfants séparés** (dans le seul village de Bissiga dans la commune de Zitenga) qui vivent dans des conditions précaires.
- 46 enfants âgés de 08 à 17 ans en partance pour les sites d'orpaillage ont été interceptés le 19 août
   2021 à Wayen dans la commune de Zam (Ganzourgou) et remis au service de l'action humanitaire du Ganzourgou.

Tout comme au mois dernier, plusieurs cas de travail des enfants ont été observés. Dans les sites d'orpaillage ceux sont principalement les garçons qui sont utilisés comme ouvriers. On observe ce phénomène dans les sites d'orpaillage de Zoungou, de Boudry, de Boromo, Gaoua, Loropéni et Banfora avec des enfants venus des de communes de Mogtédo et de Zorgho. Également, dans la commune de Zitenga (village de Yamana), le site d'orpaillage est le lieu d'afflux des enfants PDI.

Pour le cas spécifique des filles, l'exploitation économique comme aide-ménagères dans les villes telles que Ouagadougou, Ziniaré, Zorgho, Boussé, Mogtédo sont légion.

Les conséquences de ces pratiques sont nombreuses et vont des séparations familiales, la déscolarisation à la maltraitance. Au cours de ce mois, une fille PDI de 11 ans travaillant comme aide-ménagère à Ouagadougou, a fui et rejoins sa famille à Nagréongo du fait des sévices corporels infligés par sa patronne.

Ces différentes violations s'expliquent par les contraintes financières (pauvreté) que vivent les parents PDI. Ces derniers ont du mal à subvenir aux besoins primaires du ménage a fortiori à payer une scolarité. Ils ont souvent recours au travail de leurs enfants pour augmenter le revenu du ménage.

En définitive, des actions de prévention et réponse, notamment des sensibilisations, des appuis en AGR, des formations socio-professionnelles, des prises en charge scolaire au profit des PDI doivent être menées ou renforcées afin de réduire ces risques auxquels les enfants sont exposés.

#### IV- SGBV

Au cours de ce mois, Intersos a enregistré en termes de violence basée sur le genre, **30 cas** de survivantes majoritairement dans la province d'Oubritenga. Il s'agit de **13 cas de déni de ressources**, **03 cas d'agression sexuelle**, **03 cas de violence physique** et **11 cas de violence psychologique**. Les 30 survivantes ont reçu un appui psychosocial et leur plan d'action individuelle sont en cours d'élaboration en vue d'une réponse adéquate.

Au titre des assistances, **1** femme cheffe de ménage a reçu un kit de dignité. Cette assistance lui permettra de subvenir à ses besoins urgents d'hygiène. **09** survivantes de VBG ont également été assistées en cash pour les besoins de santé, d'alimentation, d'abris, transport, conformément au plan d'action individuelle.

Des activités de prévention des VBG ont été menées avec 22 causeries éducatives réalisées dans les sites de PDI et les 04 centres communautaires de la région du Plateau central. Les thèmes abordés sont le mariage forcé/précoce, la violence psychologique, l'exploitation sexuelle et le déni de ressources. Ces activités ont mobilisé 409 personnes réparties comme suit : 167 hommes, 236 femmes, 03 filles et 03 garçons. Ces causeries ont été l'occasion pour les bénéficiaires de dénoncer les 30 cas de VBG mentionnés ci-dessus. Elles sont bien appréciées et l'impact est perceptible à travers les dénonciations de cas. En effet, le nombre de dénonciation a progressivement augmenté avec les signalements effectués lors de ces causeries. De façon pratique, on a enregistré 01 cas en mai, 5 cas en juin, 17 cas en juillet et 30 cas pour ce mois.

Les participants aux causeries expliquent les VBG par leurs conditions de vie précaire et leur statut. En effet, dans la commune de Nagréongo par exemple, certaines sont abandonnées par leur époux avec toutes les charges familiales. En plus, les revenus de leur travail d'ouvrière sont très peu ou souvent pas rémunérés par les populations d'accueil pour lesquelles elles offrent leur service. Ces espaces de causeries restent pour ces femmes un lieu d'expression de leur vécu et de leurs besoins (alimentaire, hygiène, abri, AGR et autres).

En plus de ces causeries, **32** séances d'écoute de **30** bénéficiaires ont été effectuées par l'équipe VBG/PSS de Intersos. Des activités récréatives ont été aussi organisées dans le centre communautaire de Ziniaré et le site de PDI de Loyargo dans la commune d'Ourgou-Manega. Il s'agit de jeux de société pour les enfants, un match de footBall, des travaux manuels (décoration) et une danse traditionnelle qui ont rassemblé **110** participants (**25** garçons, **35** filles et **45** femmes).

#### V- COHESION SOCIALE

Des activités de sensibilisation ont été réalisées à travers 7 causeries éducatives sur le thème de la cohésion sociale dans les communes de Ziniaré, Nagréongo et Zitenga ayant touché 56 personnes dont 28 femmes et 28 hommes. Ces causeries ont permis d'aborder certaines problématiques de protection que vivent les PDI, notamment leur marginalisation par la communauté hôte. La communauté hôte cèderait les terres aux sociétés immobilières au détriment des PDI qui sollicitent juste des lopins de terre pour l'agriculture. Ces PDI proposent, d'une part, un renforcement des activités de cohésion sociale, surtout les sensibilisations et d'autre part l'intervention des autorités étatiques pour faciliter l'acquisition des terres afin d'alléger leur souffrance.

L'équipe INTERSOS, en collaboration avec les préfets de Zoungou et Boudry, le Directeur provincial en charge de l'action humanitaire, le Haut-commissaire de la province et les leaders communautaires, a pu mettre en place 2 comités féminins de paix et de cohésion sociale et 2 comités mixtes de prévention et gestion de

conflits respectivement dans les communes de Zoungou et Boudry. Ces membres composés de PDI, de femmes leaders, de jeunes, des leaders coutumiers et religieux et personnes vivant avec un handicap ont été formés sur l'approche communautaire des activités de cohésion sociale et la gestion de conflit. Ces comités, sur la base d'un plan d'action vont mener des activités de sensibilisation et d'information sur les thématiques de protection, auprès des autres ménages et surtout des femmes. Les actions de ces comités permettront de faire face aux tensions entre les communautés et surtout à la stigmatisation croissante des PDI. En effet, il ressort du monitoring réalisé que les communautés d'accueil assimileraient certaines PDI aux GANE. C'est la triste réalité que vivent certaines PDI de Bissiga (Zitenga). Cette situation affecte la cohésion sociale et aggrave la sécurité alimentaire des PDI tout en mettant en péril leur activité pastorale.

Au regard de la situation globale, des actions de sensibilisations doivent être renforcées et un plaidoyer mené auprès des autorités et des acteurs humanitaires pour une réponse aux différents besoins (accès à la terre, logement).

### VI- PROBLEMES SPECIFIQUES DE PROTECTION ET PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

Lors des **08 focus groupes réalisés** au cours du mois d'Aout 2021, il ressort que les filles et les garçons (entre 13 et 17 ans), les femmes cheffes de ménages, les personnes âgées, les personnes avec handicap et les malades chroniques restent les plus à risque.

En ce qui concerne les enfants, les raisons économiques et sociales évoquées plus hauts, les exposent aux abus et exploitations dans les sites d'orpaillage et dans les ménages de particuliers chez qui ils travaillent (notamment dans les villes de Ziniaré, Zorgho, Ouagadougou...).

Les femmes cheffes de ménages, qui ne peuvent faire que de petits travaux très peu rémunérés ont des revenus très bas qui ne leur permettent pas d'assurer les charges du ménage.

En outre les personnes âgées, les malades chroniques et ceux vivant avec un handicap ont les mêmes difficultés. En effet, ne pouvant souvent pas se déplacer ni exercer une AGR, ces personnes ne peuvent aller chercher de l'eau ou aller tout seul dans un service de base, encore moins avoir un travail rémunéré. Ils ne peuvent subvenir à leur besoins essentiels (alimentation, eau, santé, hygiène). Les parents proches n'arrivent pas non plus à les prendre en charge correctement au regard de leur condition de vie précaire.

En somme, pour la majeure partie des groupes, les besoins sont d'ordre financier, matériel, alimentaire, sanitaire, avec des besoins en kit d'hygiène, d'abri et de vêtements. Par exemple la contrainte financière explique le fait que certains malades chroniques n'arrivent pas à honorer leurs frais médicaux.

En termes de réponses en faveur des personnes à besoins spécifique (PBS), INTERSOS a pu réaliser des Visites à Domiciles (VAD) au profit des PBS en vue de leur apporter un soutien psychosocial. Ces VAD ont touchés **02 femmes et 01 homme** respectivement dans les communes de Zitenga et Ourgou-Manega qui ont été visités. Malheureusement, ces assistances ponctuelles restent insuffisantes car ces PBS ont toujours besoins d'aide. C'est le cas de cet homme malade chronique dans le village de Faaga-Boulpooré (Ourgou-Manega) qui doit se rendre à Ouagadougou ou Kongoussi pour ses soins chaque mois.

La recommandation demeure la même que le mois précédent : trouver des stratégies pour des actions durables afin de permettre une assistance continue de ces personnes à besoin spécifique.

#### VII- SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

En cette période hivernale, la question de logement demeure une préoccupation majeure pour certaines PDI surtout pour les PDI de Nagréongo qui vivent sur un site non aménagé avec des tentes délabrées. On a environ **8.000 PDI** sur le site qui ont un besoin très urgent d'abris. Pour les PDI qui sont dans les communes urbaines telles que Ziniaré, Mogtédo la question du logement est assez délicate car les loyers varient entre 5.000f et 25.000f. Ce qui revient assez cher pour les PDI. En outre, ces maisons n'offrent pas souvent le confort, surtout en termes d'espace.

Dans les communes rurales de Dapelgo, Ourgou-Manega et Zitenga, pour des loyers compris entre 3.000F et 5.000F, on a des maisonnettes d'environ 10 tôles (40 m²). Cette situation entraine une promiscuité au sein

des ménages. A titre indicatif une femme cheffe de ménage vit avec ses **05** enfants dans une maisonnette d'environ 8 tôles dans la commune de Dapélogo.

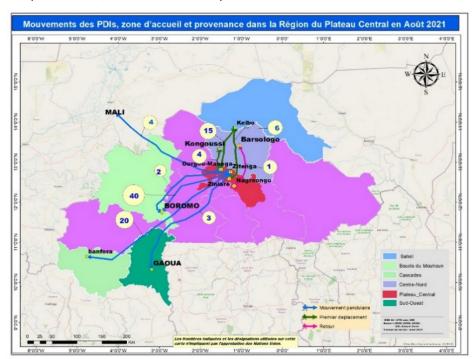
L'accès aux terres pour l'agriculture et le pâturage demeure une préoccupation majeure pour les PDI. La communauté hôte n'en dispose pas assez car les terres ont été vendues aux sociétés immobilières ou morceler entre les membres d'une même famille. D'autre part, le climat de méfiance des communautés hôtes à l'égard des PDI crée une réticence à céder les terres pour en faire une zone de pâturage.

Un plaidoyer pourrait être mené auprès des autorités étatiques afin de règlementer le prix des loyers et atténuer les problèmes d'accès aux terres pour les PDI, ou d'autres issues palliatives.

# VIII- CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Au titre des mouvements de type primaire, on a 4 ménages de 25 PDI identifiées lors du monitoring de protection qui ont quitté la région du sahel et du Centre-Nord à la suite d'incidents sécuritaires, pour trouver refuge dans les communes de Ziniaré et Ourgou-Manega (Oubritenga).

Pour le mouvement de retour, 1 femme PDI a quitté la commune de Nagréongo (Oubritenga) pour sa localité d'origine dans la commune de Barsalogho (Centre-Nord) suite à des tensions dans sa zone d'accueil.



#### **ANALYSE**:

Les mouvements de PDI dans le Plateau Central peuvent être motivés par plusieurs motifs.

Les mouvements primaires sont effectués pour la recherche de sécurité (le cas des 25 PDI de Kelbo et Kongoussi vers le Plateau central).

Le mouvement de retour s'explique par un problème de cohabitation entre PDI sur le site non-aménagé de Nagréongo.

Enfin, les mouvements réguliers, du site d'accueil vers les sites d'orpaillage, se justifient par le fait que selon les PDI, l'assistance humanitaire est insuffisante pour subvenir aux besoins de leur famille. Aussi, les bras valides migrent vers les sites d'orpaillage pour s'adonner à des activités de commerce ou d'orpaillage pour augmenter leur revenu. Malheureusement, ces sites abritent aussi des enfants, qui pour certains abandonnent l'école pour cette activité. Il faut signaler que ce phénomène prend de l'ampleur car ces enfants sont souvent envoyés sur des sites hors du pays. A titre illustratifs 47 enfants (de 08 à 17 ans) en partance pour les sites d'orpaillages ont été intercepté dans la commune de Zam (Ganzourgou).

En urgence, des actions de sensibilisations doivent être engager pour montrer les risques que courent la population (les risques d'éboulement en saison hivernale) et les effets néfastes sur la santé et l'éducation des enfants.

#### IX- SOLUTIONS DURABLES

Au cours des **08** focus groupes ayant touchés 74 personnes déplacées internes, deux tendances sont ressorties. Une majorité (65 personnes) des participants envisagent une intégration locale à l'image des PDI de la commune de Zoungou, Mogtédo, Ourgou-Manega. Les PDI se sentent en sécurité et sont en bonne entente avec la communauté hôte. En revanche, certaines PDI (9) expriment toujours le besoin de regagner leur localité d'origine parce qu'il y a, selon eux, des problèmes d'accès aux terres et la stigmatisation dont ils font l'objet, surtout à Zitenga.

La minorité (09 personnes) qui exprime le désir de rejoindre leurs localités d'origine, exigent des conditions préalables pour tout retour dans leur localité d'origine :

- 1 un retour de la paix (25%)
- 2 La présence des services étatiques et des FDS (21%)
- 3 la construction des habitats détruits (21%)
- 5- un appui financier pour leur réinsertion (13%)

#### Analyse contextuelle par commune

Provinces	Contextes et défis	Perspectives
Oubritenga/ Nagreongo	Avec un contexte sécuritaire stable, la commune a un accès aux services sociaux de base. Néanmoins, environ 8.000 PDI sont dans des conditions de précarité accentuée qui favorise les VBG. Ce sont 26 cas qui ont été enregistrés au cours de ce mois comparativement à 04 cas dans les communes de Sapaga et Mogtédo.  La cohabitation entre les communautés hôtes et PDI est marquée par une stigmatisation des second (PDI) par les premiers (hôte). Également, au sein des PDI, il y a des cas de violence pour raisons de conflit de cohabitation. C'est le cas d'une dame déplacée qui aurait été expulsée de la commune de Nagréongo (Oubritenga), pour sa localité d'origine dans la commune de Barsalogho (Centre-Nord) à la suite de menaces qu'elle aurait proférer contre une autre femme PDI.  Le site non-aménagé présente des besoins en abri, en Wash car les toilettes sont délabrées. Les besoins en alimentation et moyens de subsistance sont énormes.	<ul> <li>Renforcer les activités de prévention et réponse aux VBG</li> <li>Renforcer les activités de cohésion sociale au sein des communautés.</li> </ul>
Oubritenga/ Ziniaré	Les PDI dans la commune sont en majeure partie dans des familles d'accueil ou dans des maisons de location. Alors, les besoins d'assistance en cash pour le loyer s'impose. Les PDI ont des mécanismes de résilience comme de petites activités de commerce ou champêtre (en tant que manœuvre). Mais ces activités les exposent à certains abus et exploitation (travail peu ou non rémunéré, utilisation des enfants au travail pour augmenter le revenu du ménage).  Souvent les PDI sont confronter à des situations de marginalisation.	- Mener des sensibilisations sur la cohésion sociale entre les communautés - accentuer les sensibilisations sur les droits des PDI
Oubritenga/ Zitenga	Dans cette commune rurale, les PDI font face au déficit alimentaire, aux besoins d'abris, d'eau potable, de santé. Certaines PDI font face à la stigmatisation du fait de leur assimilation aux GANE.	- Renforcer les activités de cohésion sociale au sein des communauté.
Ganzourgou /Boudry	La commune présente une difficulté d'accès à certains service sociaux de base du fait de l'état dégradé des voies. Les PDI sont victimes de stigmatisation et vivent dans des conditions précaires. Cette précarité contraint les PDI à migrer vers les sites d'orpaillages et les enfants également y vont.	<ul> <li>Renforcer les activités de cohésion sociale</li> <li>Poursuivre les activités de VBG.</li> <li>Apporter une assistance aux PBS</li> </ul>
Ganzourgou /Zoungou	Les PDI dans la commune vivent en quiétude avec la communauté hôte, mais les besoins alimentaires, d'abris, de santé et d'AGR sont criards.	- Poursuivre les activités de cohésion sociale dans la commune
Ganzourgou /Mogtédo	Les PDI dans la commune vivent en parfaite harmonie avec la communauté hôte. Mais les besoins l'alimentaire, d'abris, de santé ont poussé les PDI à se livrer à des activités de commerce sur les sites d'orpaillages ou à l'orpaillage proprement dit. Les enfants restent les victimes majeures de cet orpaillage souvent illicite.	- Mener des sensibilisations sur les VBG, la protection de l'enfance

Le contexte sécuritaire est stable avec un accès aux services sociaux	- prévoir	des
de base.	programmes	de
	réinsertion scola	ire ou
	professionnels	des
	enfants	

#### Activités menées

#### ▶ VBG

- 22 causeries éducatives ayant touchées 167 hommes, 236 femmes, 03 filles et 03 garçons
- 32 entretiens d'ecoutes individuelles
- 30 dossiers de VBG ouverts
- 03 animations psychosociales (match de foot Ball, séance de décoration, séance de jeux de société) ayant touchés 110 participants (25 garçons, 35 filles et 45 femmes).

#### Monitoring de protection

- 08 focus groupes (74 personnes dont 48 hommes et 26 femmes)
- 08 sensibilisations COVID-19 (74 personnes dont 48 hommes et 26 femmes)
- 62 entretiens de collecte de données dans le cadre du P21
- 07 indices de monitoring
- 03 VAD aux PBS

#### Cohésion sociale

- 07 séances de sensibilisations (56 personnes dont 28 femmes et 28 hommes)
- 02 comités féminins de paix et de cohésion sociale mis en place
- 02 comités mixtes de prévention et gestion de conflits mis en place.

#### Assistance

• 10 PBS ont bénéficié de CBI.

#### **Recommandations**

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	<ul> <li>Assistance aux PBS sur tous les sites et communes d'Oubritenga et Gazourgou (malades chroniques, personnes handicapées, femmes cheffes de ménage et aux personnes âgées)</li> <li>Distribution de vivres et NFI dans les communes de Oubritenga (environ 11 000 PDI), Ganzourgou (environ 1500 PDIs)</li> <li>Mise en œuvre d'AGR (solutions durables) au profit des PDI et des communautés hôtes.</li> <li>l'enregistrement continu des PDI pour intégrer les PDI presents depuis quelques mois dans certaines localités qui pas bénéficier de profilage et teste en marge de l'assistance</li> </ul>	cluster securité alimentaire -PAM, Services de l'action humanitaire Ganzourgou et Oubritenga.  Services de l'action humanitaire Ganzourgou et Oubritenga.  HCR	Urgent Une évaluation doit être menée afin de déterminer le nombre de PBS à assister
SGBV	<ul> <li>Sensibiliser sur les droits des femmes et la dénonciation des cas de VBG</li> <li>Mise en place d'AGR afin de réduire la vulnérabilité des femmes y compris les survivantes VBG</li> </ul>	Sous Cluster SGBV (UNFPA, HCR, INTERSOS)	Court et moyen terme

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection de l'enfance	<ul> <li>Sensibilisation sur les risques auxquels sont exposés les enfants et la nécessité de protéger les enfants surtout dans les sites de déplacés</li> <li>Formations professionnelles pour la reinsertion des adolescents</li> <li>Renforcer les actions de prévention et réponse, notamment des sensibilisations, des appuis en AGR, des formations socioprofessionnelles, des prises en charge scolaire au profit des enfants et adolescents PDI afin de réduire ces risques auxquels les enfants sont exposés.</li> <li>sensibiliser les communautés sur les risques que courent la population (les risques d'éboulement en saison hivernale) et les effets néfastes sur la santé et l'éducation des enfants.</li> </ul>	Groupe de travail protection de l'enfant -Unicef, HCR, Intersos, Save the Children, TDH et CREDO_Zorgho	Court et moyen terme
Cohabitation pacifique/LT B	<ul> <li>Réalisation des abris au profit des PDI sur ce site (Oubritenga)</li> <li>Construction de latrines (Oubritenga</li> <li>Realisation des infrastructures Wash sur le site de Nagreongo</li> <li>Plaidoyer auprès des autorités étatiques pour faciliter l'acces à la terre des PDI</li> <li>renforcer les capacités de ces acteurs communautaires qui sont d'un soutien majeur dans la mise en œuvre des activités</li> </ul>	Cluster Abris, Service de l'action humanitaire de Ziniaré Intersos	Urgent  - Une évaluation d'urgence pourrait être menée afin de déterminer les besoins à satisfaire  Court terme  - Réaliser une analyse des conflits des zones d'intervention  Court terme  Court terme

#### **Mouvements des populations**

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages	
Mouvemen	t primaire (25 personn	es)			
Personnes	Kelbo/Soum	Ziniaré/Oubritenga	Suite aux attaques	03 ménages de 21	
déplacées	(Régions du Sahel et	meurtrières des GANE personnes		personnes	
internes	centre-Nord)				
(PDIs)					
PDIs	Kongoussi/Bam	Ourgou-	À la suite des attaques des	01 ménage de 04 personnes	
		manega/Oubritenga	GANE		

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Mouvemen	t retour (1 personne)			
PDIs	Nagréongo/ Oubritenga	Barsalogho/Centre Nord	Expulsion par la communauté pour menace d'une autre PDI	01 personne

#### **Annexes**

#Vi	olations par Com	munes					
				Déni de	Violences		
	agressions	Agressions	Atteinte a l' integrite	ressource	psychologique	Protection des	
	physiques	sexuelles	psychique	s	s	droits de l'enfant	Total
Mogtédo	0	0	0	1	1	0	2
Nagréongo	1	1	1	1	1	0	5
Zorgho	0	0	0	1	0	0	1
Zam	0	0	0	0	0	1	1
Total	1	1	1	3	2	1	9

#Violations par Pre	ésumées auteu	ırs					
		A	Attainta a II	Dáni da	Violence	Duesta etiem de e	
	•	Agressions		Déni de	Violences	Protection des	Total
	physiques	sexuelles	integrite psychique	ressources	psychologiques	arons de l'emant	I Olai
Membres de la communauté	1	1	l 1	2	1		1
Membres de la famille	C	) (	) 0	1	1		0
Total	1	1	1	3	2	2	1

#Catégories des victi	imes par viol	ation					
		Agression		Déni de			
	s	s	Atteinte a l' integrite	ressource	Violences	Protection des	
	physiques	sexuelles	psychique	s	psychologiques	droits de l'enfant	Total
Hommes 0-17 ans	0	0	2	2 0	0	46	48
Hommes 18 - 59 ans	0	0	1	0	0	0	1
Hommes 60 ans et plus	0	0	C	) 0	0	0	0
Femmes 0-17 ans	2	0	C	) 3	0	0	5
Femmes 18 - 59 ans	1	3	1	10	11	0	26
Femmes 60 ans et plus	0	0	C	) 0	0	0	0
Total	3	3	4	13	11		80

#### Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

	Moatédo	Nagréongo	Zoraho	7am
agressions physiques	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%
Agressions sexuelles	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%
Atteinte a l' integrite psychique	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%
Déni de ressources	33,33%	33,33%	33,33%	0,00%
Violences psychologiques	50,00%	50,00%	0,00%	0,00%
Protection des droits de l'enfant	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%

	_	
	Membres de la communauté	Membres de la famille
agressions physiques	100,00%	0,00%
Agressions sexuelles	100,00%	0,00%
Atteinte a l' integrite psychique	100,00%	0,00%
Déni de ressources	66,67%	33,33%
Violences psychologiques	50,00%	50,00%
Protection des droits de l'enfant	100.00%	0.00%

Photos de famille à l'issue de la mise en place de comité féminins et de comité mixte dans la Province du Ganzourgou aout 2021



#### Quelques réalisations des enfants participants à une animation psychosociale à Ziniaré



